

Communiqué de presse commun des parents d'élèves FCPE et des enseignants (FSU et non-syndiqués) du collège de l'Arche Guédon.

Les parents d'élèves FCPE et les enseignants (FSU et Non-syndiqués) du collège de l'Arche Guédon ont invité les parents et les enseignants des groupes scolaires CVE, BEL AIR, Jules FERRY de Torcy et Noisiel, mais également des Lycées Jean MOULIN de Torcy, Gérard DE NERVAL et René CASSIN de Noisiel, **à une réunion publique d'information à la MJC du quartier de l'Arche Guédon de Torcy, le mercredi 9 mars 2011 à 18H30.**

Ces établissements ont décidé d'unir leurs forces **pour alerter la population et les pouvoirs publics sur les dangers qui pèsent sur le service public de l'Éducation Nationale dans ce secteur, et dénoncer la faiblesse des moyens alloués pour leurs établissements à la rentrée prochaine. Les élus locaux sont conviés à participer à cette réunion.**

Dans le primaire, 8967 postes sont supprimés au niveau national (dont plus de 220 dans la seule l'Académie de Créteil) compromettant ainsi d'emblée les chances de réussite de tous les élèves. Les écoles primaires, dont le sort ne sera pas connu avant le second tour de l'élection cantonale, s'attendent à une nouvelle hausse des moyennes par classe. Nouvelle hausse inacceptable lorsque l'on sait que la Seine-et-Marne est le département le plus mal loti sur le plan national. Pour sensibiliser les habitants et les élus de leurs communes, les parents d'élèves et les enseignants des groupes scolaires Jules FERRY de Noisiel, CVE et BEL AIR de Torcy participeront au rassemblement unitaire et viendront exposer leurs craintes pour la rentrée prochaine.

Dans les collèges et lycées, 4800 postes sont supprimés sur toute la France en 2011-2012 - qui s'ajoutent aux 23 000 postes supprimés depuis 2007 – venant compliquer encore davantage une situation déjà très difficile localement. Dans l'académie de Créteil, 426 postes sont supprimés. Les conséquences de ces suppressions déjà très palpables sur le terrain, en collège comme en lycée, vont s'amplifier.

À Torcy, le collège de l'Arche Guédon, voit sa faible dotation actuelle (516 heures hebdomadaires pour 390 élèves) encore amoindrie l'an prochain (514 heures pour 393 élèves). En conséquence, les classes seront surchargées et un grand nombre d'options sont sacrifiées : l'une des deux options DP3 est abandonnée ; les dédoublements des classes en langue et en sciences (hormis en 4^e) sont supprimés, tout comme l'option DP6 (Découverte Professionnelle 6 Heures), proposée aux élèves de 3^eme les plus fragiles ; **le poste d'allemand est supprimé dans toutes les hypothèses envisagées par la Direction.** Une telle disparition renforcerait la tendance à l'évitement de ce collège, et le fragiliserait d'autant. La mixité sociale en pâtirait et la tendance à la ghettoïsation s'accroîtrait. En signe de protestation, parents et enseignants ont boycotté le CA du Lundi 28 Février 2011, et ont obtenu une audience à l'Inspection d'Académie de Seine-et-Marne à Melun, le 11 mars à 14h30. Ils demandent l'octroi de 512 heures postes d'enseignement, soit 525 heures au total, et le maintien de toutes les options.

La dégradation des conditions d'étude dans les lycées du secteur se confirme aussi d'année en année. Ainsi, les parents et les enseignants du Lycée Gérard de Nerval boycotteront le Conseil d'Administration qui doit se tenir dans leur établissement le 7 mars 2011. Ils considèrent que la DHG (Dotation Horaire Globale) octroyée par le rectorat pour la rentrée 2011 est très insuffisante. Alors que ses effectifs demeurent stables (2 élèves de moins par rapport à 2010), le lycée perd 3 postes, mettant ainsi en péril l'option Histoire des Arts qui fait l'identité du lycée, mais également les options de langues anciennes et l'enseignement de l'allemand en BTS Commerce International. Des options prévues par la réforme des lycées ne pourront ainsi pas être proposées aux élèves ; les groupes de langues vivantes de 1^{ère} seront surchargés, particulièrement en anglais. Suite à une demande d'audience, une délégation de parents d'élèves et d'enseignants seront reçus au rectorat le 17 mars pour exposer leurs revendications.

Cette réunion pourrait déboucher à court terme sur une action collective locale, si aucune des demandes formulées n'étaient satisfaites.